

Note d'analyse sur la situation dans l'est du Burkina Faso

Novembre 2018

Promediation¹ intervient au Sahel depuis plusieurs années déjà, et notamment au Mali, au Niger au Burkina Faso. Suite à de nombreux échanges avec nos interlocuteurs, qu'ils soient issus de la société civile, des sphères gouvernementales ou des armées nationales, il nous a semblé important de comprendre et de mettre en lumière la situation dans l'est du Burkina Faso. Ce document est rédigé sur la base de témoignages recueillis en octobre 2018 sur le terrain, dans l'est du Burkina Faso et dans la capitale, Ouagadougou. Il se nourrit également du travail de nos équipes. Afin de protéger les auteurs et les personnes ressources, tous les entretiens ont été rendus anonymes.

Résumé

Depuis le début de l'année, un nouveau front djihadiste est apparu au Burkina Faso. Des groupes armés apparemment liés à l'État islamique dans le grand Sahara (EIGS) se sont implantés dans l'Est, une région périphérique que certains de ses habitants considèrent comme ayant été laissée à l'abandon par l'État. L'Est est une région pourvue de nombreux atouts : sols fertiles et sous-sols riches en minerais, dont l'or ; climat favorable à l'agriculture ; grande diversité de la faune... Cette zone se situe en outre sur les routes de transhumance qui relient les pays côtiers aux pays sahéliens. Elle suscite depuis de nombreuses années bien des convoitises.

¹ Promediation est une organisation non gouvernementale à but non-lucratif (statut association loi 1901), dirigée par des professionnels alliant une expertise de haut niveau en médiation et négociation à une importante expérience de terrain en Afrique. Mobilisée sur divers processus depuis 2006, l'équipe intervient depuis 2012, en soutien aux processus de paix et aux efforts de prévention des conflits au Sahel et au Maghreb. Elle est notamment engagée au Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso) et en Libye en soutien de processus de paix locaux ou nationaux, et en appui aux efforts de prévention de conflit et de stabilisation. Promediation s'appuie sur des relations de confiance et un réseau extensif d'acteurs allant des leaders locaux aux acteurs gouvernementaux et internationaux afin de mettre en œuvre des activités de médiation et de facilitation de dialogue au niveau local et sous-régional, et de participer à une meilleure compréhension des dynamiques et des réalités locales et régionales. Contact pour le Burkina Faso : maxime.bost@promediation.org

L'histoire récente de cette région est marquée par une insécurité importante. Dans les années 2000, des bandits de grand chemin s'y sont implantés, et n'en ont été chassés qu'avec l'apparition des « koglweogo² » en 2015.

Des conflits, quoique relativement restreints, opposent en outre régulièrement éleveurs et cultivateurs.

La première attaque contre les Forces de défense et de sécurité (FDS) a été enregistrée en février 2018. Elles se sont multipliées par la suite, contre des représentants ou des symboles de l'État, mais aussi contre des civils, notamment des notables. Cependant, aucune de ces attaques n'a pour l'heure été revendiquée, ce qui laisse la place à différentes interprétations.

Durant les premiers mois de l'année 2018, un doute subsistait quant aux intentions de ces « bandits armés ». Certains observateurs ne voulaient pas croire à une implantation djihadiste. L'évolution de ces derniers mois ne laisse cependant plus de place au doute, du moins pour ce qui est du groupe qui opère à la frontière avec le Niger. Ce qui se passe dans cette zone ressemble en de nombreux points à ce qui s'est passé dans le centre du Mali à partir de 2015 : une implantation lente, mais sûre, d'un foyer djihadiste visant à imposer sa loi, à faire la guerre à l'État et, si possible, à séduire une partie de la population. L'autre groupe, actif à la frontière avec le Togo et le Bénin, semble être composé d'un mélange de djihadistes et de brigands attirés par les richesses minières et fauniques de cette zone.

Face à cette situation, les autorités semblent pour l'heure tâtonner. Des opérations militaires sont menées, et ont abouti à des succès relatifs. Le dialogue, tout au moins avec les éléments qui seraient disposés à renoncer à la violence armée, n'est cependant pas totalement exclu par un certain nombre de représentants de l'État.

Cette note a été conçue dans le cadre d'un financement de la section Paix et Réconciliation du Ministère des Affaires étrangères de Norvège.



Ministère des Affaires Étrangères
de Norvège

² « Koglweogo » signifie « « gardiens de la brousse » en langue mooré. Après la chute du régime de Blaise Compaoré en octobre 2014, des milices villageoises d'auto-défense se sont constituées en réaction à la montée de l'insécurité et à l'inaction des forces de l'ordre et des autorités judiciaires. Ces milices, composées d'hommes armés la plupart du temps de fusils de chasse traditionnels et motivés par la défense de leurs biens et de leur bétail, ont commencé à faire la police et à se substituer à la justice dans certains villages. Leur exemple a été suivi dans de nombreuses zones rurales, et même dans certaines villes. Une organisation nationale des « koglweogo » a vu le jour. Un barème de punitions et d'amendes a été élaboré, et des règles ont été édictées - elles n'ont pas empêché des abus en matière du respect des droits humains. Si le nombre des "koglweogo" est difficile à estimer, l'état-major de ces milices est devenu au fil du temps un interlocuteur privilégié des autorités en charge de la sécurité du territoire.

I- Un terreau fertile pour une insurrection

L'Est est une des treize régions administratives du Burkina Faso. Elle comprend cinq provinces : la Gnagna, le Gourma, la Komondjari, la Kompienga et la Tapoa ; 27 départements ; 5 communes urbaines et près de 800 villages. Sa population était estimée en 2015 à 1.615.640 habitants³. Les cinq provinces sont toutes touchées par la vague de violences observée depuis le début de l'année.

Elle est principalement peuplée de Gourmantché, de Peul⁴ et de Mossi. Selon des statistiques datant de 2006, le gourmatchema était à l'époque la langue la plus utilisée (66,1%), devant le mooré (15,6%) et le fulfulde (12,9%). A la même époque, les musulmans représentaient 38,2% de la population, les animistes 30,7% (ils sont particulièrement nombreux dans la Tapoa, le département le plus à l'est du pays) et les chrétiens 29,1% (catholiques et protestants)⁵. Hormis des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles, notamment entre les éleveurs, majoritairement peul, et les cultivateurs, essentiellement gourmantché, ces communautés vivent en bonne intelligence depuis de nombreuses années.

Une grande partie de la superficie de l'Est est occupée par une savane plus ou moins épaisse et des forêts constituées de galeries.

A- Une région périphérique, un État perçu comme peu présent

La région de l'Est est considérée par nombre de Burkinabés comme une zone riche. Ses sols sont fertiles et son climat favorable à l'agriculture. Ses sous-sols recèlent de nombreux minerais, dont l'or : la zone compte une vingtaine de mines artisanales et une mine industrielle, à Bongou, dans le département de la Tapoa. Cette région se situe par ailleurs sur les routes de transhumance qui relient les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Togo, Ghana) aux pays du Sahel (Burkina, Niger, Mali). L'agriculture, l'or et l'élevage sont les trois principales activités économiques de l'Est.

La région dispose en outre d'un grand potentiel touristique. Selon la direction générale des Eaux et forêts, 70% du potentiel faunique du pays se trouve dans l'est⁶. Un grand nombre d'espèces animales, y compris les plus prisées par les touristes (girafes, éléphants⁷, lions, antilopes, buffles, etc.), y vivent. De nombreuses zones de chasse réservées et des aires protégées ont été créées ces

³ La région de l'Est en chiffres. Institut national de la statistique et de la démographie. http://www.insd.bf/n/contenu/statistiques_regions/regions_en_chiffres_en_2015/reg_en_chiffres_Est_2015.pdf

⁴ Les Peul de l'Est se divisent eux-mêmes en deux sous-groupes : les *Nomdjio*, qui se disent autochtones, sont pour la plupart sédentarisés, et cultivent des liens avec les *Djelgodji* que l'on trouve également au nord-est du Burkina, notamment dans la province du Soum ; et les autres, venus plus récemment de diverses contrées (Niger, Togo, Ghana...), qui sont pour la plupart nomades ou semi-nomades.

⁵ Recensement général de la population et de l'habitation de 2006. Institut national de la statistique et de la démographie.

⁶ Entretien avec l'auteur, Ouagadougou, octobre 2018.

⁷ La direction générale des Eaux et forêts estime à environ 3.000 têtes la population d'éléphants, et à 2/3 le nombre de lions du Burkina se trouvant dans l'Est.

dernières décennies dans le but de développer le tourisme faunique (safari et chasse sportive). La région compte à ce jour onze zones de chasse et deux parcs nationaux : le parc national d'Arly et le parc national du W.

Malgré ces atouts, il s'agit de l'une des régions les plus pauvres du pays, comme le montrent les tableaux de l'Institut national de la statistique et de la démographie. Elle se trouve dans les dernières places en matière de pauvreté monétaire, d'accès aux services de base, de confort et équipement des ménages, d'accès à l'électricité et à l'eau ou encore de santé. Les statistiques en matière d'éducation sont du même acabit. En 2014, le taux d'alphabétisation était de 23,8% dans la région, contre une moyenne de 34,5% au niveau national (onzième rang). Les taux de scolarisation, au primaire comme au secondaire, sont très en-deçà des moyennes nationales, et se situent la plupart du temps entre le 11^{ème} et le 13^{ème} rang. En 2008, l'Institut national de la statistique et de la démographie établissait ce constat : « Si l'on devrait normalement avoir 15 233 étudiants pour 100 000 habitants dans la région de l'Est, la réalité est loin d'être ce qui devrait être. En effet, on enregistre seulement 25 étudiants pour 100 000 habitants. Les écarts entre hommes et femmes sont très prononcés. Ainsi, dans l'ensemble de la région, on a enregistré 36 étudiants pour 100 000 hommes contre 14 étudiantes pour 100 000 femmes. »

L'état des routes illustre l'abandon de la région depuis des années. Entre Gouinguin et Fada-N'Gourma (environ 40 km), la nationale 4 qui relie Fada à Ouagadougou, la capitale, est dans un état à peine carrossable. Comme le note un élu du conseil régional, trois des cinq provinces ne sont pas reliées par des routes bitumées. « Les seules voies bitumées sont celles qui vont au Niger et au Bénin. Et encore, elles sont dans un état lamentable », déplore-t-il⁸.

Si les chiffres du chômage officiel sont faibles (moins de 1%), ils ne reflètent pas la réalité de l'économie régionale. Selon plusieurs sources, le nombre de jeunes sans emploi, dont une partie vit du secteur informel, est très important. « Ces jeunes sont vulnérables. Pour des bandits, ils sont très faciles à recruter », note l'élu.

Cette morosité sociale et économique intervient dans un contexte de fortes contraintes pour les populations rurales. La multiplication des aires protégées et des zones de chasse privées empêche les populations de cultiver, de chasser et de pêcher à leur guise. Les activités humaines sont en effet soit interdites, soit fortement restreintes dans ces zones qui peuvent représenter une bonne partie de la superficie des communes. Ainsi, les réserves occupent près de 25% de la superficie de la province de la Tapoa⁹. Les concessions de chasse de Pama occupent quant à elles un total de 276 000 hectares, des centaines de kilomètres de pistes et près de 80 mares. « Traditionnellement, les populations vivent de la chasse et de la pêche dans cette zone. Mais à cause de la concession à des privés, souvent étrangers, des zones de chasse, et des classements des aires protégées, on le leur interdit. Ceux qui braconnent se font arrêter, voire tuer. Cela provoque un sentiment de frustration »,

⁸ Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

⁹ « Expérience du Recopa sur la sécurisation de la mobilité pastorale dans la région Est du Burkina Faso, 2001-2007 ». Recopa, mai 2009.

note un expert du Centre de recherches pour le développement international¹⁰. Pour les habitants, l'État est responsable de cette situation.

De fait, la privatisation des zones de chasse ne profite qu'en de très infimes proportions aux populations locales. Dans le budget 2007 de l'État burkinabé, sur 10,3 milliards FCFA de recettes liées à cette activité, 7,8 milliards (75%) étaient revenus aux concessionnaires, 2,2 milliards à l'État (22%) et seulement 297 millions aux collectivités locales (moins de 3%). Selon la direction des Eaux et forêts, les bénéficiaires seraient désormais un peu mieux répartis, à hauteur de 60% pour les concessionnaires, 25% pour l'État et 15% pour les populations. Le maire d'une commune sur laquelle se trouvent plusieurs campements de chasse affirme qu'elles ont rapporté en tout et pour tout 120 000 FCFA dans les caisses de sa commune l'année dernière. Ces zones fournissent certes de l'emploi, comme l'indique un responsable de la direction des Eaux et forêts. Mais dans la balance, ces derniers pèsent peu au regard des contraintes subies par les populations du fait des restrictions imposées pour la protection de ces vastes espaces.

Les conflits entre éleveurs pratiquant la transhumance et cultivateurs sont également sources de frictions, et peuvent susciter des tensions intercommunautaires, voire une contestation des représentants de l'État si le conflit est mal géré. Selon des associations d'éleveurs, les pistes de transhumance ne sont pas respectées. Des agriculteurs y étendent leurs champs. Parfois, l'État y construit même des bâtiments. Dans un rapport consacré à la question en 2009, le Réseau de communication sur le pastoralisme (Recopa) relevait ces difficultés : « Les couloirs de transhumance ainsi que les couloirs d'accès sont ainsi obstrués soudainement par l'agriculteur d'une saison agricole à l'autre sans que le pasteur venant d'un pays ou d'une autre localité qui se retrouve brusquement dans une sorte de "voie sans issue" n'en soit tenu informé. (...) Ainsi le pasteur dans l'impossibilité de contourner cet espace et qui voit ses animaux y commettre un dégât est d'office fautif. Il doit par conséquent payer des dommages et intérêts. En cas de résistance à cette obligation, il est soit agressé physiquement soit dépouillé de son bétail. D'où les conflits qui en découlent entre groupes d'acteurs : les agriculteurs d'une part et les éleveurs de l'autre »¹¹.

Selon l'UNOWAS, au Burkina, « une grande partie des terres attribuées aux éleveurs a été cultivée ou récupérée pour d'autres activités, notamment l'agriculture et les plantations. La croissance de la population, combinée aux conditions environnementales et climatiques défavorables, a également réduit la superficie de terres utilisables. Il existe un système d'itinéraires de transhumance via des points d'eau, rivières ou forages, mais nombre d'entre eux ont vu leur accès bloqué ou réduit par les champs de culture »¹². Cette situation a poussé de nombreux éleveurs à aller s'installer dans des pays voisins, en particulier la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin.

Différentes sources assurent que les conflits de ce type, quoique récurrents, sont réglés de manière pacifique la plupart du temps. Des mécanismes incluant autorités étatiques, élus et chefs coutumiers

¹⁰ Entretien avec l'auteur, Ouagadougou, octobre 2018.

¹¹ « Expérience du Recopa sur la sécurisation de la mobilité pastorale dans la région Est du Burkina Faso, 2001-2007 ». Recopa, mai 2009.

¹² « Pastoralisme et sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Vers une coexistence pacifique », UNOWAS, août 2018.

permettent de trouver des solutions négociées. Les chiffres du gouvernement indiquent que durant la période allant de 2005 à 2011, 12 071 conflits impliquant des éleveurs ont été enregistrés, qui ont fait « seulement » 55 morts. « Le faible niveau de violence s'explique en partie par le fait que le pastoralisme et l'agropastoralisme ne sont pas des activités d'un seul groupe ethnique. Même si les Peul sont le groupe pastoral dominant, les Mossi et d'autres sont également éleveurs de bétail », explique l'UNOWAS. Mais dans un contexte d'insécurité, ces tensions peuvent générer des colères qui pourraient prendre une ampleur toute autre. Plusieurs cas de conflits nés de disputes liées à l'utilisation des sols ont éclaté ces dernières années, parfois en raison de l'incapacité de l'État à anticiper ces situations.

Des représentants d'éleveurs évoquent enfin la très forte corruption des agents de l'État, notamment les agents des Eaux et forêts et les forces de l'ordre (gendarmes et policiers), accusés de racketter les éleveurs. « Tout le monde a peur de parler de l'autorité, les gens préfèrent parfois les djihadistes », explique un imam de la région de Pama. « En mai dernier, poursuit-il, un berger qui possédait treize bœufs a coupé une branche. Il en avait le droit car c'était sur une piste réservée au pastoralisme. Mais les agents des Eaux et forêts lui ont quand même réclamé une amende de 450 000 francs CFA, et lui ont dit que s'il ne payait pas, il passerait trois mois au cachot. Avec ses treize bœufs, c'est tout juste s'il les aurait vendus pour 500 000 francs. Ce berger m'a appelé. J'ai appelé l'agent. Je lui ai dit que c'était à cause de ce genre de pratiques que les villageois rejoignent les djihadistes. Finalement, ils lui ont pris 100 000 francs. Ce sont des choses qui arrivent tous les jours.¹³»

Dans ce contexte, une partie de la population de l'Est a une très mauvaise perception de l'État. Selon un bon connaisseur, cette région est un terrain idéal pour l'implantation de groupes djihadistes : « En 2017, j'avais comptabilisé 10 incidents : tous ou presque étaient liés à des troubles sociaux. C'était écrit d'avance »¹⁴.

B- Une histoire récente faite de violences

Dans les années 2000, des bandes criminelles équipées d'armes de guerre profitent de l'absence de l'État pour s'implanter dans la région. Entre le braconnage (d'éléphants notamment, pour l'ivoire), l'orpaillage et la forte fréquentation des routes due à la position géographique de cette zone transfrontalière, les bénéfices s'avèrent juteux. Les forêts assurent en outre des lieux de repli difficilement accessibles pour les forces de sécurité.

Très vite, les routes de l'Est ont acquis la réputation de coupe-gorges. Les coupeurs de route, dont certains étaient des enfants du pays (parmi lesquels figuraient un grand nombre de jeunes Peul), se sont organisés et professionnalisés, si bien qu'il était devenu quasiment impossible de se déplacer la nuit à la fin de la décennie. « Ils étaient très violents et équipés d'armes de guerres. Il y a eu beaucoup de blessés, de personnes amputées, des morts aussi », note une militante des droits de

¹³ Entretien avec l'auteur, Ouagadougou, octobre 2018.

¹⁴ Entretien avec l'auteur, Ouagadougou, octobre 2018.

l'Homme¹⁵. Ce phénomène s'est accentué au début des années 2010. Sur la route reliant Niamey à Fada N'Gourma, les attaques étaient alors fréquentes. « Quand les victimes appelaient la gendarmerie, elle ne se déplaçait pas. Les bandits étaient les maîtres de la route », se souvient un élu de la région¹⁶. Certains des anciens membres de ces groupes pourraient avoir rejoint les groupes djihadistes, mais aucune information fiable n'est en mesure de le prouver aujourd'hui.

Durant la même période, des hommes d'affaires ont profité de la situation pour monter des entreprises clandestines d'orpaillage et de braconnage, notamment dans les aires protégées. La région est en outre devenue une zone importante de trafics illégaux - d'armes et de drogues notamment – sur les routes reliant le sud côtier au nord sahélien.

Tout a changé avec l'avènement des « koglweogo » (« les gardiens de la brousse » en langue mooré) en 2015¹⁷. Après la chute du régime de Blaise Compaoré, des milices d'auto-défense ont entrepris d'occuper la place laissée vacante par l'État dans les villages et sur les routes pour assurer la sécurité et traquer les voleurs. Les pratiques de ces milices pas ou peu encadrées par l'État sont critiquables : certaines tortureraient ceux qu'elles arrêtent, prélèveraient des taxes, agiraient dans l'illégalité... Mais elles ont séduit une partie de la population car elles ont assez rapidement obtenu des résultats, renvoyant ainsi les autorités étatiques à leurs insuffisances. Dans l'est, une milice dénommée « Tinkoubitidogou » (ou « Tin Kubi u dogu » : « Gardons nos cités » en langue gourmantche), liée au mouvement national des « koglweogo » et soutenue par les chefs traditionnels, a été particulièrement efficace. Active dans les cinq provinces de l'Est, elle revendique 21 000 membres et affiche un bilan de 600 voleurs arrêtés. Très vite, ses interventions ont permis de mettre un frein à l'insécurité. Les routes sont devenues plus sûres dès 2016. A tel point que l'État, qui s'était dans un premier temps montré réticent à coopérer avec les « koglweogo », a fini par travailler avec eux. Un témoin rapporte notamment qu'il a vu des « koglweogo » assurer (contre rétribution) le contrôle d'un poste de douane à la frontière avec le Niger il y a quelques mois¹⁸.

Mais avec l'implantation en 2018 de nouveaux groupes armés dans la région, équipés d'armes de guerres et bien organisés, la milice s'est quelque peu délitée. Toujours active dans les villes, elle a déserté la brousse. « On ne peut pas rivaliser avec les djihadistes. Pour cela, il nous faudrait des armes de guerre », explique son chef¹⁹.

¹⁵ Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

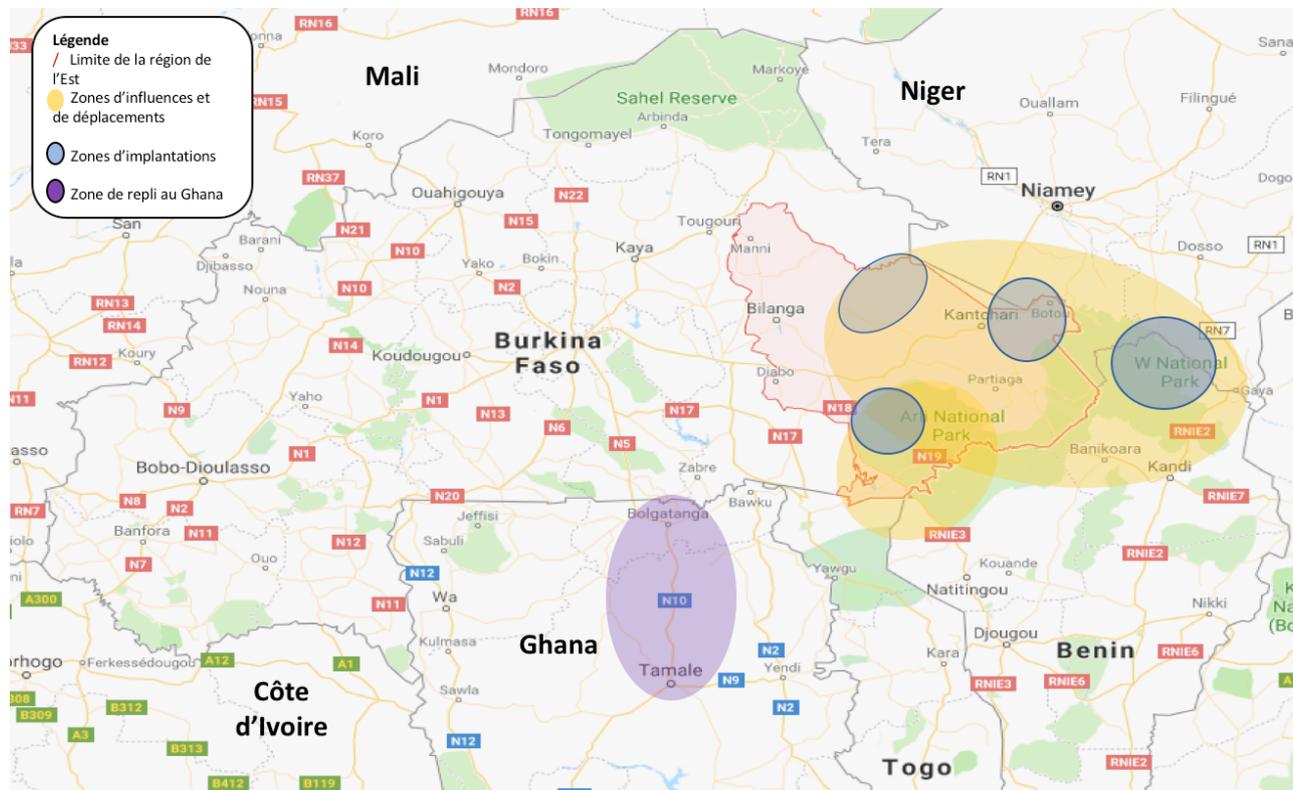
¹⁶ Entretien avec l'auteur, Ouagadougou, octobre 2018.

¹⁷ <https://www.noria-research.com/fr/mouvement-dautodefense-au-burkina-faso-diffusion-et-structuration-des-groupes-koglweogo>

¹⁸ Entretien avec l'auteur, Ouagadougou octobre 2018.

¹⁹ Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

Zones d'influence, d'implantation et de repli des groupes armés djihadistes dans l'Est du Burkina Faso et les régions frontalières avec les pays côtiers



Promediation, 2018

II. Une implantation rapide mais relativement fragile

Fin 2015, des bandits en relation avec les groupes djihadistes opérant dans le Nord-Mali sont repérés par les services de renseignements nigériens dans le parc du W, qui se situe à cheval sur les territoires du Niger, du Burkina et du Bénin. En novembre de cette année, les forces de sécurité du Niger y ont arrêté sept hommes qui étaient en contact avec des combattants peul du Nord-Tillabéri, membres présumés de ce que l'on appelait encore le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), dont une partie des éléments a depuis rallié l'État islamique dans le grand Sahara (EIGS). A l'époque, les autorités les soupçonnent de vouloir faire de cette forêt un de leur sanctuaire, tout en leur offrant l'opportunité d'enlever des touristes occidentaux. Des opérations militaires menées de chaque côté de la frontière Niger / Burkina ont permis de les chasser de cette zone. Mais ils y sont revenus en 2018.

A- Une incursion « éclair »

La première attaque qualifiée de « terroriste » par le pouvoir politique burkinabé a été enregistrée en février 2018 dans la région. Le 14 février, une patrouille des Forces de défense et de sécurité (FDS)

est attaquée à Natiaboani, sur la Nationale 18 en direction de Pama : un policier est tué, deux autres sont blessés. Les attaques se sont multipliées depuis : le 15 mars, un forestier est tué dans l'attaque du poste de Nassougou ; dans la nuit du 16 au 17 juin, un policier est tué à Nadiagou ; dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet, le poste forestier d'Arly est attaqué (pas de victime) ; dans la nuit du 23 au 24 juillet, un gendarme est blessé à Matiakoali ; le 1^{er} août, 3 FDS sont blessés à Natiaboani ; le 9 août, cinq gendarmes et un civil sont tués par l'explosion d'une mine à Boungou ; le 28 août, huit FDS sont tués par l'explosion d'une mine sur la route de Pama ; le 29 août, le campement de chasse présidentiel de Kompienbiga est incendié ; le 5 septembre, deux FDS sont tués et cinq autres blessés dans l'explosion d'une mine à Kabonga ; le 4 octobre, 6 FDS sont tués à Foutouri... Fait notable qui entretient la confusion quant à la nature du phénomène : aucune de ces attaques n'a été revendiquée de manière officielle.

En septembre, les autorités burkinabés avaient recensé trois attaques contre des symboles de l'État (préfecture ou mairie), quatre attaques contre des brigades de gendarmerie, une attaque contre un poste de police, quatre attaques contre des postes forestiers, quatre attaques contre des campements de chasse... Mais ce bilan est semble-t-il sous-évalué. Les sources varient sur le nombre d'incidents : certaines en ont enregistré une vingtaine, d'autres plus d'une trentaine. De même, les bilans sur le nombre de victimes varient. Le bilan officiel fait état de 23 morts : 15 militaires, 3 paramilitaires et 5 civils. Un élu de la région parle de son côté de 36 morts (20 FDS, 14 civils, 2 « koglwego »)²⁰. Un expert des questions de sécurité en a répertorié pour sa part 43 (en comptant les éléments présentés comme étant djihadistes)²¹.

Il faut noter que la récurrence des incidents s'est accélérée au fil du temps. D'une attaque par mois en février et en mars, on est passé à plus de cinq attaques par mois aujourd'hui. Entre juin et octobre, le site Sahel Memo en a recensé trente. La plupart ont été menées contre des représentants de l'État (policiers, militaires, agents forestiers) ou des symboles de l'État (préfecture, école, campement de chasse, poste de police). Mais une dizaine d'attaques ont également visé des civils²². Cette évolution pourrait traduire un changement de stratégie des groupes présentés comme djihadistes, ou plus certainement le franchissement d'une étape supplémentaire.

Dans un premier temps, ils ont pris pour cible tout ce qui pouvait symboliser l'État. Cela a eu pour conséquence l'affaiblissement d'une autorité déjà peu présente dans la zone : les forces de police et de gendarmerie ne sortent plus guère de leur poste, même lorsqu'elles sont appelées pour une urgence ; les agents des Eaux et forêts, qui n'osent plus s'aventurer en brousse, sont au chômage technique ; et même des enseignants et des personnels de santé n'osent plus rejoindre le lieu de leur affectation s'il est dans une zone menacée. Hors des villes, le champ libre est ainsi laissé aux bandes armées – hormis lorsque les FDS mènent des patrouilles.

Désormais, ils s'en prennent également aux civils qui représentent selon eux un frein à leur implantation : imams, marabouts ou élus ayant pris position contre eux ; « collaborateurs » ou

²⁰ Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

²¹ Entretien avec l'auteur, Ouagadougou, octobre 2018.

²² <http://www.sahelmemo.com/wp-content/uploads/2018/11/June-October-2018-Chronology-Burkina-Faso-1.pdf>

informateurs de l'armée... Dans la commune de Matiakoali, un élu local a recensé quatre civils assassinés par ce qu'il estime être des djihadistes : un ancien conseiller communal tué par balles dans un maquis, un homme soupçonné d'être un collaborateur de l'armée égorgé dans le village et deux pisteurs des Eaux et forêts tués par balles. Quatre autres personnes ont été enlevées dans sa commune, dont deux marabouts. Non loin de Matiakoali, un conseiller municipal a été assassiné à Nassougou. Son fils aurait en outre été enlevé, puis libéré quelques jours plus tard.

Des notables ont également été menacés. Originaire de Tawal Bougou, situé à une cinquantaine de kilomètres de Fada, l'un d'eux a été contraint de fuir après avoir tenu un discours anti-djihadistes au cours d'une réunion. « La première fois que j'ai entendu parler des djihadistes, c'était le 6 avril 2018, témoigne-t-il. C'est un ami qui m'en a parlé. Puis un jour, ils sont venus dans mon village. Ils étaient six, deux par motos. Ils parlaient fulfulde et étaient tous armés. J'étais absent. Ils ont réuni tout le monde à la mosquée et leur ont dit de ne pas se placer entre eux et les autorités. Cela m'était adressé. Dans leur prêche, ils ont dit qu'il y a tous les groupes ethniques du Burkina chez eux, des Peul, des Mossi, des Gourmantche... Ils n'ont pas édicté des règles, mais ils nous ont proposé de collaborer avec eux. Dans d'autres villages, ils ont dit qu'il fallait arrêter certaines pratiques »²³.

Dans la région de Pama, c'est à un marabout réputé qu'ils s'en sont pris. Installé depuis 29 ans dans un village situé près de KOMPIENBIGA, ce marabout a formé dans son école plusieurs générations de jeunes talibé venus du Burkina, mais aussi des pays voisins, du Togo, du Ghana et du Bénin. Adeptes de la tidjaniya, il a vu arriver des militants salafistes en début d'année dans un village situé à une vingtaine de kilomètres du sien. Un jour du mois de janvier 2018, des hommes armés sont arrivés, l'ont cherché, et ont tué trois personnes qui se trouvaient près de chez lui parce qu'elles avaient refusé de leur dire où il se trouvait. Il s'est réfugié depuis à Ouagadougou avec son bras droit. Le troisième imam de sa mosquée a été tué quelques semaines plus tard. Selon lui, s'il est ciblé, c'est « parce que ces gens sont contre la tidjaniya »²⁴.

B- Deux zones d'activités, deux « empreintes » distinctes

Durant les premiers mois de l'année 2018, un doute subsistait encore quant aux intentions et à la nature même des assaillants. Mais les éléments disponibles à ce jour laissent apparaître une stratégie d'implantation qui ressemble en de nombreux points à ce qui s'est passé dans le centre du Mali à partir de 2015 : une implantation lente, mais sûre, d'un foyer djihadiste visant à imposer sa loi, à faire la guerre à l'État et, si possible, à séduire une partie de la population. Il convient tout de même de différencier les deux zones de l'Est dans lesquelles ces groupes se sont installés.

Le premier groupe se trouve dans les environs de Gayeri, dans une zone forestière qui s'étend jusqu'à la frontière avec le Niger. Les habitants parlent d'une zone immense, difficile d'accès, réservée au pâturage. Située entre Gayeri et Matiakoali, la zone pastorale, qui s'étend sur une superficie de 105 000 hectares, est considérée par des spécialistes du pastoralisme comme « une

²³ Entretien avec l'auteur, Ouagadougou, octobre 2018.

²⁴ Entretien avec l'auteur, Ouagadougou, octobre 2018.

cachette idéale ». Selon plusieurs sources, ce groupe est lié à l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Ses éléments seraient pour la plupart des jeunes hommes ayant combattu dans les rangs du Mujao à partir de 2012. Ils seraient placés sous le commandement du numéro 2 de l'EIGS, Abdoul Hakim, qui se trouvait dans la zone de Ndaki, dans le Gourma malien, et pourrait récemment s'être déplacé dans l'est de l'Oudalan, au Burkina Faso, puis à la frontière béninoise. Leur chef serait un Gourmantche répondant au nom de Ali Lankoande, qui aurait combattu dans les rangs du Mujao à Gao. Des sources sécuritaires évoquent également un certain « Yacoubou », un bandit nigérien qui aurait combattu au Mali sous la bannière du MUJAO.

Les intentions de ce groupe sont assez claires : il s'agit d'imposer sa loi. Il s'en est d'abord pris à des représentants de l'État, puis à des civils opposés à leur implantation. Selon des élus de cette zone, ils en ont menacé plusieurs, qu'ils suspectaient de donner des informations aux forces de sécurité, et en ont tués quelques-uns. Plusieurs témoins racontent les mêmes scènes : des hommes armés de kalachnikovs arrivent à motos, enturbannés ou non, réunissent les villageois dans la mosquée, et leur expliquent (en fulfulde la plupart du temps) qu'ils ne sont pas contre eux, qu'ils sont contre l'État, mais que tous ceux qui collaboreront avec l'État seront considérés comme des ennemis. Selon le maire d'une localité, en octobre, à Boulgou, près de Gayeri, ils auraient tenu une réunion durant deux heures à la mosquée, au cours de laquelle ils auraient dit : « Nos fusils, c'est pour les autorités, nos coupes-coupes, c'est pour les civils qui nous dénoncent »²⁵.

Leur empreinte va au-delà de cette stratégie militaire. Régulièrement, ils se rendent dans les villages, y passent quelques heures, réunissent leurs habitants et les informent de ce qu'ils doivent faire et ne pas faire. Durant de longs prêches qu'ils tiennent à la mosquée, ils expliquent ce qu'ils attendent des habitants. Ils ont en outre fait fermer un certain nombre d'écoles dites « françaises », et en ont incendié quelques-unes. Selon une source officielle, au mois d'octobre, une soixantaine de salles de classe étaient fermées en raison de ces menaces. Les 7 et 8 septembre, ils ont notamment mis à sac l'école de Bargadé et ont incendié celle de Tankwarou, toutes deux situées dans la commune de Foutouri (province de la Komandjari). Ces combattants ont en outre exigé la fermeture de bars où l'on buvait de l'alcool dans certains villages. Dans leurs prêches, ils expliquent les attitudes à adopter : les femmes ne doivent plus sortir sans le voile, les hommes doivent se vêtir d'un grand boubou, les parents doivent inscrire leurs enfants dans les écoles coraniques, où l'on doit enseigner en arabe...

Ce groupe agit également en territoire nigérien, dans les environs de Torodi. Ils y ont attaqué des églises, ont fait fermer des écoles. C'est dans cette même région qu'un prêtre italien a été enlevé.

Le second groupe se trouve près des frontières avec le Togo et le Bénin, vers Pama, dans une zone forestière également très dense. Selon les représentants du Recopa, la zone pastorale de Kabonga, qui se trouve dans la Kompienga, et qui s'étend sur une superficie de 45 000 hectares, est une cachette sûre. Les intentions de ce groupe sont moins claires. Leur organisation est plus floue également. Des habitants de la zone évoquent un certain Dicko Hamadou, un Peul de la zone qui

²⁵ Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

serait passé par le Mali avant de rentrer chez lui et de prôner l'idéologie salafiste. Ils racontent que ces combattants parlent en fulfulde. Mais on ignore leur nombre et leurs intentions.

Dans un premier temps, ce groupe s'en est pris aux forces de sécurité, notamment en posant des mines artisanales sur les routes. Mais leur empreinte est bien moins importante que celle du groupe de Gayeri au niveau de la population. Les autorités ont bien noté quelques prêches, mais ils sont rares. En outre, peu d'habitants disent les avoir vus. « Ils sont très discrets, note le maire d'une localité. On ignore qui ils sont et combien ils sont »²⁶. Ces derniers temps, ils ont toutefois commencé à faire fermer des écoles. La première intervention de ce genre a été enregistrée à Kabonga 1 et 2, à la fin du mois d'octobre 2018.

Selon une source sécuritaire, ce groupe ne serait pas forcément lié à l'EIGS. On parle de liens avec Boko Haram, mais celui-ci reste très hypothétique. Des instructeurs anglophones y auraient été aperçus. De fait, au vu des résultats obtenus sur les routes, les éléments de ce groupe semblent parfaitement maîtriser la confection des IED.

Une autre hypothèse est que ce groupe serait constitué de quelques éléments djihadistes, peut-être en relations avec ceux du groupe de Gayeri, alliés à des bandits. Depuis qu'ils opèrent dans la zone et qu'ils ont chassé les forces de sécurité des forêts, plusieurs sites d'orpaillage qui avaient été fermés par les autorités ont été rouverts. Le 26 octobre, un éboulement s'est produit dans l'un d'eux, dans la zone de Kabonga. Plusieurs dizaines d'orpailleurs ont été pris au piège sans que les secours ne puissent se rendre sur place en raison de l'insécurité. Des sources locales ajoutent que le braconnage aurait également repris. Pour un responsable régional de haut niveau, « il n'est pas impossible que ce groupe ait pour mission de trouver de quoi financer le groupe de Gayeri ». L'ivoire et l'or peuvent rapporter gros, et il est facile de les écouler via le Togo et le Ghana. Une récente étude consacrée à l'approvisionnement en or dans la sous-région rappelle que « le Togo est une plaque tournante du commerce illicite d'or en provenance du Burkina, du Niger et d'autres pays »²⁷. Ce pays dépourvu de sites aurifères a exporté 48,7 tonnes d'or entre 2014 et 2016... Cette étude a par ailleurs permis de relever des interférences des groupes armés non-étatiques et/ou terroristes dans la production et le commerce de l'or.

C- Une organisation floue

Le phénomène étant relativement récent, il est difficile d'établir un portrait précis de ceux qui composent ces groupes, ainsi qu'une description juste des moyens dont ils disposent. Selon plusieurs sources, il semble que les combattants soient issus de toutes les communautés de la région. On y trouverait des Peul en grand nombre, mais aussi des Gourmantche et des Mossi. Il pourrait y avoir aussi des étrangers venus du Niger et du Mali, voire du Togo, du Ghana et du Bénin. Certains ont suivi une formation religieuse et/ou militaire au Mali. D'autres ont été recrutés

²⁶ Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

²⁷ « L'or à la croisée des chemins : étude d'évaluation des chaînes d'approvisionnement en or produit au Burkina Faso, au Mali et au Niger ». OCDE, 2018.

sur place. Ils seraient jeunes pour la plupart, âgés entre 20 et 35 ans. Une chose est certaine : ils bénéficient de renseignements précis sur les agissements des forces de sécurité et semblent connaître les forêts comme leur poche. On serait donc loin d'un groupe d'hommes importés.

Plusieurs sources estiment qu'ils ont recruté parmi les anciens bandits qui faisaient régner la terreur avant l'arrivée des « koglwego ». Ces bandits étaient pour la plupart issus du pays. Ils maîtrisent la cartographie des pistes, notamment les Peul, qui sont des fils de bergers, et bénéficient de soutiens au sein de leurs familles. Des « koglwego » pourraient également avoir rejoint ces groupes – ce qui n'a rien de contradictoire : parfois, des « koglwego » sont aussi d'anciens bandits. Des sources évoquent un différend entre certains éléments de l'association « Tinkoubitidogou » et leur chef, à l'issue duquel les premiers auraient fait dissidence et auraient rejoint les djihadistes. Difficile à vérifier, cette information semble plausible, et expliquerait en partie l'affaiblissement des « koglwego » et le déficit d'informations dont disposent les autorités.

Un expert en sécurité affirme pour sa part que certains des leaders djihadistes sont des fils de dignitaires de la région qui se seraient radicalisés après avoir appris le Coran au Mali. Cette thèse expliquerait, selon lui, le fait que les « koglwego » n'osent pas s'opposer aux djihadistes : ces derniers tiraient leur légitimité du soutien des chefs coutumiers, et ne pourraient pas prendre le risque de combattre leurs fils passés de l'autre côté. Un ministre influent de la cour du roi du Gulmu rencontré lors de cette enquête n'écarte pas cette hypothèse. Des sources sécuritaires évoquent également la possibilité que des militaires radiés en 2011 après une série de mutineries qui avaient failli faire tomber le régime de Blaise Compaoré²⁸, et qui réclament depuis leur réintégration dans l'armée, aient rejoint ces groupes. D'autres parlent d'ex-membres du Régiment de la sécurité présidentielle (RSP), l'ancienne garde prétorienne de Compaoré dissoute après la tentative de coup d'État de 2015.

Il est tout aussi difficile d'avoir une idée précise des moyens dont disposent ces groupes. Les témoignages des habitants font état d'hommes se déplaçant en motos, armés de seules kalachnikovs. Ils semblent toutefois avoir une certaine maîtrise de la confection et l'utilisation des IED. La plupart de leurs attaques contre les FDS l'ont été par ce moyen, et elles ont souvent été un succès.

D- Des mesures « populaires »

Comme indiqué en première partie, ces groupes armés se sont implantés dans une zone dont les habitants étaient en situation de rupture avec l'État. Les nombreux interdits imposés par les autorités en matière d'agriculture, de chasse, de pêche et de transhumance, ainsi que la corruption des fonctionnaires, suscitent colère et frustrations parmi les populations. Des représentants d'associations pastorales admettent qu'il est à craindre que ces populations voient d'un bon œil l'arrivée de nouveaux « maîtres » qui mettraient fin à de telles pratiques. « Pour un berger, tout ce qui compte, c'est qu'on laisse paître ses animaux librement et qu'il puisse aller d'un endroit à un autre. Si les djihadistes le lui permettent, il n'aura pas de raison de défendre un État qu'il perçoit

²⁸ <https://www.jeuneafrique.com/180302/politique/burkina-faso-566-militaires-radi-s-apr-s-les-derni-res-mutineries/>

comme corrompu », explique l'un d'eux²⁹. Tous ceux qui avaient trouvé dans l'orpaillage une source de revenu avant que les sites ne soient fermés par l'État pourraient emprunter la même logique. Quant aux bandits que les « koglwego » avaient chassés, ils ont un intérêt à court terme à soutenir les djihadistes.

Il semble que ces derniers l'aient bien compris. Comme indiqué plus haut, des sites d'orpaillage fermés par les autorités ont été rouverts. Selon un élu de la zone de Pama, les actes de braconnage se sont multipliés ces derniers temps. « Quand ils passent dans les villages, les djihadistes disent qu'on peut chasser désormais, même dans les aires protégées », indique-t-il³⁰. Il est aussi permis de pêcher dans des mares auparavant interdites.

Pour gagner les cœurs, il n'y a pas mieux que ce genre de mesures. L'exemple de l'extension de la katiba Macina dans le centre du Mali le démontre. Pour autant, la plupart des habitants de la région rencontrés dans le cadre de cette enquête ne voient pas les djihadistes comme des alliés. « Ce sont quand même eux qui nous imposent cette situation, et c'est d'eux qu'on a peur », explique un représentant des bergers. Une source administrative affirme que les habitants sont terrifiés par les djihadistes. Cette peur est d'autant plus importante que la zone n'est pas entièrement musulmane, bien au contraire (voir partie I). Si pour l'heure, aucun lieu de culte n'a été attaqué, il s'agit d'une hypothèse plausible que les habitants ont en tête.

Cependant, les premières mesures prises par les autorités pour contrer l'offensive djihadiste ne sont pas de nature à rassurer les populations. Au contraire, en visant les bergers peul, victimes d'amalgames comme au nord du pays (et comme au Mali et au Niger), les autorités risquent de perdre le peu de confiance qu'ils avaient en elles. C'est une crainte exprimée par le président du Conseil régional : « J'ai peur qu'un jour, les gens se disent : 'Comme l'État ne nous défend pas, on va aller avec ceux qui nous agressent pour qu'ils ne nous agressent plus' ». Ce scénario a été vu au centre du Mali ces dernières années.

III. La réponse des autorités

Face aux premières attaques dans l'Est, les Forces de défense et de sécurité (FDS) ont paru désemparées, à l'image d'un pouvoir politique qui semblait relativement passif. La tentation de ne voir, dans cette incursion, qu'une tentative de déstabilisation menée par des partisans de l'ancien régime, voire par l'ancien président Blaise Compaoré lui-même, a été forte. Cette thèse est d'ailleurs toujours avancée aujourd'hui, tant par des membres du gouvernement que par des intellectuels et des figures de la société civile. Elle est alimentée par des informations selon lesquelles des ex-membres du Régiment de la sécurité présidentielle (RSP) feraient partie des groupes armés qui sévissent un peu partout dans le pays, au nord-ouest notamment, mais aussi dans l'Est. Après quelques semaines d'atermoiements, le gouvernement et l'état-major ont cependant pris la mesure de la situation. Un plan militaire a été mis en œuvre, et des mesures restrictives ont été

²⁹ Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

³⁰ Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

édictees. Mais comme dans le Soum, les pratiques de l'armée sont vécues par une partie de la population comme des punitions collectives, et le risque de l'amalgame « Peul = djihadiste » est fort.

A- Des FDS surprises et peu réactives

Durant les premiers mois de l'année 2018, les Forces de défense et de sécurité (FDS) ont subi de nombreuses pertes humaines et matérielles dans l'Est. La multiplication des attaques à l'IED sur les routes a été fatale à nombre de militaires, dont la plupart n'étaient pas (et ne sont toujours pas) préparés à ce type d'attaques. Les habitants de la région ont tous en tête une histoire au cours de laquelle des gendarmes ou des policiers confrontés à l'attaque de leur poste ont préféré fuir plutôt que de se battre, et se sont terrés dans un champ ou dans le village en attendant l'arrivée de renforts qui ne sont jamais venus.

Les premières opérations militaires ont été lancées dès le mois de mars 2018 par les FDS qui étaient déjà stationnées dans la région. La ville de Fada qui dispose d'un aérodrome a longtemps abrité un grand nombre de militaires. Mais deux régiments (le régiment blindé et le 32^{ème} régiment d'infanterie commando) ont été dissous en 2011 à la suite d'une série de mutineries qui avaient failli faire tomber le régime de Blaise Compaoré. Il ne reste aujourd'hui que le 34^{ème} régiment interarmée (RIA) et les militaires en poste dans cette région ne sont pas formés à la lutte anti-terroriste. Les renforts ne sont arrivés que bien plus tard, au milieu de l'année. Un centre d'opération a été mis sur pieds à Fada, en lien avec l'état-major général des armées.

« Il a fallu des mois avant que les membres du gouvernement ne viennent sur place », déplore un haut cadre de l'administration territoriale. Le Premier ministre, Paul Kaba Thiéba, n'a effectué une visite dans la région que fin septembre³¹.

Les premières véritables opérations anti-terroristes ont débuté en août, et se sont poursuivies depuis. Des ratissages sont menés dans les zones frontalières avec le Bénin et le Niger. Des avions ont également été déployés dans la région. Des éléments de l'opération française Barkhane ont en outre été envoyés à Fada pour appuyer l'armée burkinabé. Des sources sécuritaires affirment que ces opérations ont permis d'affaiblir les groupes djihadistes. Certains chefs auraient été arrêtés et leur interrogatoire aurait permis de recueillir un certain nombre de renseignements. De fait, les attaques contre les FDS ont baissé en nombre et en intensité ces dernières semaines. Cela ne signifie pas que l'empreinte des groupes djihadistes, ou présumés tels, se soit estompée. Au contraire, les habitants parlent d'une présence de plus en plus visible dans la zone de Gayeri.

B- Un manque de moyens et de savoir-faire

La guerre asymétrique contre des groupes armés non étatiques requiert des moyens et des stratégies très différents de la guerre conventionnelle à laquelle les armées de la sous-région ont été formées.

³¹ <http://www.sidwaya.bf/m-22821--le-premier-ministre-remobilise-les-troupes-a-fada-n-gourma.html>

Au Burkina plus encore que dans les pays voisins, les forces de sécurité n'ont que peu d'expérience du feu. Le pays n'a plus connu de guerre depuis plus de trente ans.

Pour l'heure, l'armée ne semble ainsi pas en mesure de vaincre les insurgés. La zone est difficile d'accès. Dans ce contexte, les renseignements sont vitaux. Or le déficit en informations est important. Les autorités peinent à donner un nom à cette mouvance. Il est vrai que l'absence de revendications après les différentes attaques ne permet pas d'avoir une idée précise à leur sujet. Selon plusieurs sources, les FDS pâtissent du retrait des « koglweogo ». Ces derniers connaissent parfaitement la zone, ils pourraient servir de guides à l'armée, tant pour repérer les bases que pour identifier les éléments djihadistes. Ils ont d'ailleurs été utilisés lors de certaines opérations. En septembre, deux d'entre eux ont été tués lors de l'opération « Nakartougou ». Ils sont depuis réticents à accompagner l'armée, de peur d'être ensuite ciblés par les groupes djihadistes. « Aujourd'hui, on ne patrouille plus, admet leur chef. Il nous faut des armes pour faire face aux djihadistes. Tant qu'on ne nous en fournit pas, nous ne retournerons pas sur le terrain »³². Une telle aide peut néanmoins comporter plusieurs risques : règlements de comptes, conflits communautaires, infiltrations ou collusions avec les éléments djihadistes...

Le manque de moyens matériels des FDS est également soulevé par de nombreuses personnes. Selon un haut cadre de l'administration territoriale, la plupart des postes de police de la région ne disposent même pas d'une moto pour les déplacements. Ces « défaillances », mot employé par un élu local³³, ne sont pas de nature à rassurer la population. Elles sont un frein à la reprise du contrôle des zones les plus reculées. Récemment, un courrier du directeur régional de la Police adressé au Directeur général, daté du 4 septembre, a fuité sur les réseaux sociaux. Dans cette missive, le directeur régional se plaint de l'absence de moyens à la disposition des policiers, mais aussi de la passivité des FDS. Il évoque des habitants terrés chez eux la nuit tombée, et parle d'une psychose généralisée sur l'axe routier Fada-Pama³⁴.

L'armée est également sous-équipée et manque de moyens financiers. « Au moment où nous avons lancé l'opération « Nakartougou » nous ne savions pas où trouver l'argent pour prendre en charge le personnel déployé sur le terrain, a récemment admis le gouverneur de la région. Le moyen roulant que nous avions était non seulement insuffisant, mais aussi inadapté à ce type de mission »³⁵.

Le 17 septembre 2018, le Premier ministre a listé devant les députés les nombreuses contraintes auxquelles sont confrontées les armées : « Insuffisance de capacité d'appui feu aérien et renseignement ; insuffisance de moyens de transport aérien ; insuffisance de moyens blindés (protection de la force) ; manque de capacité de surveillance et observation (drones militarisés, radars fixes et véhiculaires) ; insuffisance des moyens de transmission ; absence de mécanisme autonome d'évacuation sanitaire ; faiblesse relative du dispositif militaire territorial en fonction des

³² Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

³³ Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

³⁴ https://www.lobservateur.bf/index.php?option=com_k2&view=item&id=3058:situation-s%C3%A9curitaire-%C3%A0-l%E2%80%99est-la-lettre-du-commissaire-drabo&Itemid=148

³⁵ <http://www.sidwaya.bf/m-21341-colonel-ousmane-traore-gouverneur-de-la-region-de-l-est-%C2%ABdes-compatriotes-sont-alles-se-radicaliser-avec-la-ferme-volonte-d-installer-un-katiba-a-l-est-%C2%BB-.html>

zones de responsabilité des régions militaires et des attentes et sollicitudes diverses des populations ; faible coopération civilo-militaire face à la menace ; vulnérabilité des sites militaires (faible protection des détachements militaires et Brigades de gendarmerie) ; faible capacité en renseignement opérationnel ; capacité aérienne limitée (capacité de nuit, appui feu, hélicoptage) ; faible capacité de surveillance et d'observation terrestre ; absence de fonds dédiés au renseignement ; manque de provision budgétaire pérenne dédiée aux opérations »³⁶...

A tous ces manquements que l'on retrouve chez bon nombre d'armées de la sous-région, s'ajoute la désorganisation du dispositif militaire depuis la chute du président Compaoré. Auparavant, « le système de renseignement reposait davantage sur des hommes et leurs réseaux que sur des institutions », relève International crisis group (ICG). Créée en octobre 2015, l'Agence nationale du renseignement (ANR) est une « grosse machine [qui] n'a pas encore vraiment démarré », même si elle a commencé à centraliser le renseignement³⁷. Le démantèlement du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) a également participé à déstabiliser l'appareil sécuritaire.

C- Le risque de l'amalgame

C'est un scénario connu : mal informées, peu préparées et sous-équipées, les forces de sécurité auraient tendance à faire un usage disproportionné de la force, quand elles lancent des opérations anti-terroristes. La peur des militaires face à un ennemi jugé (parfois à tort) redoutable, et l'absence de résultats, peut amener à des exactions. Comme au nord du Burkina (et comme dans le centre du Mali), le risque est grand que les Peul soient victimes d'un amalgame en raison du nombre important de leurs ressortissants qui ont rejoint les groupes djihadistes³⁸. Pour l'heure, les accusations d'exactions et/ou de sévices infligés à des civils en raison de leur appartenance communautaire sont rares. Des associations pastorales et des représentants de la communauté peule ont cependant relevé des cas qui les inquiètent. Selon elles, les Peul développent un fort sentiment de victimisation.

« Avant, on avait un problème : les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Aujourd'hui, on en a deux : ces conflits qui perdurent, et les FDS qui s'en prennent aux Peul », soutient un responsable de l'association nationale des rouga³⁹. Selon lui, les bergers sont victimes des militaires parce qu'ils ne possèdent pas de papiers d'identité. Des études ont montré que de nombreux bergers peul du Burkina, des nomades pour la plupart qui vont d'un pays à l'autre au gré des transhumances, n'ont pas fait les démarches pour obtenir ces papiers. Ce défaut de papiers est aujourd'hui considéré comme suspect par les FDS. Autre problème soulevé par ce même responsable : « Quand un berger est arrêté, personne n'ose aller au poste de peur de se faire arrêter à son tour. Si on intervient en faveur d'un berger suspecté d'être un terroriste, on est à son tour suspecté d'en être un ». Ainsi,

³⁶ <http://www.gouvernement.gov.bf/spip.php?article2217>

³⁷ « Nord du Burkina : ce que cache le jihad », International crisis group, rapport Afrique n°254, octobre 2017.

³⁸ Selon une source sécuritaire, la plupart des djihadistes présumés arrêtés par les FDS parlent en fulfulde.

³⁹ Les rougas sont en quelque sorte les représentants et les protecteurs des éleveurs. Ils s'occupent de tous les problèmes liés à la pratique de l'élevage. On compte dans l'Est 137 rouga.

« pour les bergers aujourd'hui, les djihadistes ou les FDS, c'est la même chose. Normalement, ils devraient préférer les FDS si ces derniers parlaient avec eux et les rassuraient. Mais ce n'est pas le cas. Le risque est grand de voir les bergers quitter le Burkina, ce qui aurait des impacts économiques négatifs pour la région »⁴⁰.

Présente sur le terrain, le Recopa déplore lui aussi l'amalgame dont seraient victimes les Peul, et plus particulièrement les bergers. « Seuls les bergers voient les djihadistes dans la forêt, explique un de ses responsables. Ils pourraient donner des renseignements aux autorités. Mais quand les FDS arrivent, ils ne font pas la différence entre un berger et un terroriste, et ils arrêtent tout le monde. Les bergers n'ont pas confiance. D'autant que s'ils donnent des renseignements, ils risquent de le payer de leur vie plus tard »⁴¹.

En ciblant particulièrement les Peul et en ne faisant pas la distinction entre un berger et un membre d'un groupe armé, les forces de sécurité risquent de reproduire les erreurs déjà commises par les FDS au nord du Burkina, mais aussi par l'armée malienne dans le Centre du Mali et par l'armée nigérienne dans le Nord Tillabéri. Cet amalgame, s'il perdure, risque de provoquer les mêmes conséquences que dans ces contrées : perte de confiance entre une communauté et l'État, qui pourrait à terme se traduire par une rupture difficile à résorber, et par une campagne de recrutement facilitée parmi les jeunes de cette communauté pour rejoindre des groupes terroristes.

D- Des directives restrictives et potentiellement néfastes

Parallèlement aux opérations anti-terroristes de l'armée, les autorités administratives ont adopté un certain nombre de mesures restrictives. Le 18 septembre, le gouverneur de la région a interdit la circulation routière entre les villes et les villages aux deux roues et aux tricycles entre 19 h et 5 h du matin. Il a également annoncé que les véhicules de transports de personnes et de marchandises seraient désormais soumis à des contrôles plus stricts, et a confirmé la fermeture de tous les sites d'orpaillage artisanaux.

Ces mesures ont déjà été expérimentées dans d'autres zones occupées par des groupes djihadistes, au Mali et au Niger notamment. Leur efficacité reste à prouver. Au Niger, un rapport de la Haute autorité pour la consolidation de la paix (HACP) constate que « les conséquences des mesures de l'état d'urgence [dans le Nord-Tillabéri] sont, entre autres, la réduction de la mobilité des personnes et des biens, la cherté des produits de première nécessité, la difficulté d'évacuation des malades et le stress causé à la population ». Selon cette étude, « une des conséquences des réponses sécuritaires est qu'elle installe une forme de 'gouvernance du soupçon' (...) Pour les populations rencontrées, les pratiques des FDS ne contribuent pas à assurer leur sécurité. Elles voient plutôt en cette décision une modalité qui rame à contre-courant du résultat escompté à savoir répondre au sentiment d'insécurité qu'elles peuvent avoir. En effet, le mouvement de circulation des populations se trouve être ralenti ce qui impacte forcément sur les transactions économiques. Les réponses sécuritaires

⁴⁰ Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

⁴¹ Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

face aux actes violents peuvent donc être à la fois un remède et un poison. (...) Un des résultats néfastes par exemple est que seuls les groupes armés circulent (...) Un autre effet contre-productif de cet état d'urgence réside dans la perception des militaires vus comme des envahisseurs »⁴².

Ce genre de mesures pèse en outre sur l'économie locale. D'ores et déjà, plusieurs personnes rencontrées dans le cadre de cette enquête à Fada ont noté une baisse de l'activité économique. Les marchés à bétail sont moins fréquentés (tant par les propriétaires d'animaux que par les acheteurs potentiels), ce qui a un impact sur l'ensemble de l'activité commerciale. Au vu de la situation économique critique de la région, une baisse d'activité pourrait avoir de fâcheuses conséquences.

E- Un dialogue inexistant

En dépit des mesures prises et des opérations militaires, les autorités ne semblent pas opposées au dialogue. « On sait que la solution militaire n'est pas la meilleure. On connaît les causes du phénomène : la mauvaise redistribution des richesses, la faible présence de l'État, des conflits mal gérés... », indique un responsable étatique⁴³. Une source administrative de haut rang assure que l'État n'est pas opposé à nouer des contacts avec les responsables des groupes djihadistes, ou présentés comme tels. Début septembre, le gouverneur de la région a appelé à dialoguer. Mais il n'a reçu aucune réponse en retour. « On ignore qui ils sont et ce qu'ils veulent. Il n'y a eu aucune revendication pour l'heure. On ignore même comment prendre langue avec eux », déplore cette source.

Conclusion

Le phénomène djihadiste dans la région de l'Est est relativement récent. Il n'a pas douze mois. Il est par ailleurs assez méconnu pour l'heure, autant en raison de l'absence de revendications des groupes armés que de la faiblesse des connaissances sur cette zone abandonnée depuis longtemps par l'État, peu fréquentée par les ONG et rarement étudiée par les chercheurs. Il est donc difficile d'imaginer comment il évoluera dans les mois à venir. Deux scénarii peuvent toutefois être dessinés à gros traits.

1- Le scénario de la katiba Khalid Ibn Walid : une tentative d'implantation éphémère

En 2015, le groupe djihadiste Ansar Dine, dirigé par Iyad Ag-Ghaly, avait « sponsorisé » l'implantation d'une filiale dans le sud du Mali, dans la région de Sikasso, non loin de la frontière avec la Côte d'Ivoire : la katiba Khalid Ibn Walid. Cette katiba avait mené plusieurs attaques, avant d'être partiellement détruite par une offensive de l'armée malienne

⁴² « Nord-Tillabéri, analyse du conflit lié à l'accès aux ressources naturelles », rapport de la HACP, août 2017.

⁴³ Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

dans la forêt de Sama, et de disparaître aussi vite qu'elle était apparue⁴⁴. Il n'est pas impossible d'imaginer pareil scénario dans l'Est du Burkina.

Les deux groupes qui sévissent dans les zones frontalières avec le Niger et le Togo/Benin/Ghana, semblent pour l'heure fragiles, et si l'on ignore le nombre d'éléments qui les composent, les différentes sources évoquent des noyaux durs de combattants relativement restreints. Une opération militaire victorieuse contre leur(s) base(s) pourrait les désorganiser et les pousser à fuir la zone.

Un autre paramètre non négligeable milite en faveur de ce scénario : les sociétés qui peuplent cette région sont relativement stables et bien organisées. Si les conflits entre éleveurs et agriculteurs n'ont que très rarement débouché sur des massacres ces dernières décennies, c'est en partie parce que les chefs coutumiers y occupent un rôle majeur et possèdent une certaine expertise en matière de solutions négociées. Le roi du Gulmu (appelé « Koupiendéli »), 31^{ème} du nom, est une personne respectée et écoutée par l'ensemble des communautés - et ce quelle que soit la religion des individus. « Sans les chefs coutumiers, on ne peut pas contrôler ce pays », affirme un de ses ministres⁴⁵. Or pour l'heure, ceux-ci tiennent un discours de fermeté vis-à-vis des djihadistes. Par ailleurs, l'importance, en nombre autant qu'en matière d'influence, des populations non-musulmanes dans l'Est semble être un frein culturel évident à la pénétration des idées salafistes.

Enfin, comme pour la katiba Khalid Ibn Walid, l'éloignement géographique avec le centre vital du jihadisme sahélien (le Nord-Mali) pourrait s'avérer être une difficulté majeure pour ces groupes-ci.

Si anéantissement il devait y avoir, il devrait cependant être accompagné d'un véritable plan de développement de la région, et probablement d'une révision des politiques publiques en matière d'éducation, d'accès aux ressources naturelles et de droits des habitants dans les zones naturelles protégées. Des élus réclament d'ores et déjà l'équivalent, pour leur région, du Programme d'urgence pour le Sahel qui a été conçu dans la province du Sahel en réponse à l'implantation du groupe Ansarul islam, dont le montant annoncé se chiffre à 450 milliards de francs CFA – mais dont la mise en application reste pour l'heure très floue.

2- Le scénario d'Ansarul islam ou de la katiba Macina : une implantation durable

La stratégie menée par le groupe qui opère dans la zone de Gayeri rappelle celle menée par la katiba Macina au Mali : d'abord des attaques contre les autorités afin de les chasser des zones les plus reculées et d'en faire des sanctuaires, puis une présence de plus en plus accrue au niveau des villages, dans le but d'étendre leur influence mais aussi de « gagner les cœurs ». Rien ne dit pour l'heure que cette stratégie sera payante dans l'Est du Burkina. Mais le contexte particulier de la région (morosité économique, richesses qui ne profitent

⁴⁴ <https://www.jeuneafrique.com/mag/280602/politique/mali-keita-koufa-linquietant-duo-terroriste-sud/>

⁴⁵ Entretien avec l'auteur, Fada N'Gourma, octobre 2018.

pas aux populations, nombreux interdits édictés par l'État pour des activités aussi vitales que l'agriculture, la chasse ou la pêche) offre aux djihadistes un terrain favorable pour proposer une alternative, tant en matière d'éducation et de justice que d'exploitation des ressources naturelles. Quelle que soit la zone où ils se trouvent, les groupes agissant dans l'Est ont d'ores et déjà entrepris de saper l'autorité de l'État et de redonner une certaine marge de manœuvre aux habitants de la zone. Ils pourraient ainsi très vite trouver des alliés au sein de la population, ce qui, ajouté à la géographie favorable, pourrait leur permettre d'échapper à la traque des FDS. L'histoire récente de la région saharo-sahélienne montre que là où les populations ont une vision négative de l'État, les groupes qui développent un programme alternatif, même sous la contrainte, gagnent des partisans (du moins provisoirement).

Les opérations militaires pourraient en outre pousser certaines populations dans les bras des djihadistes si les leçons de la guerre menée dans le Soum (et de celle menée au Mali dans le Macina) ne sont pas retenues. Il faut notamment éviter à tout prix les amalgames et ne pas procéder à des arrestations de citoyens pour leur seule appartenance communautaire. Comme le note ICG, « au-delà de la seule région du Sahel, il existe chez les Peul, présents dans tout le Burkina, un sentiment de victimisation. Des membres de la communauté se plaignent d'être sous-représentés parmi l'élite politique et administrative, et déplorent le fait que, selon eux, les institutions de l'État (justice, administration, forces de sécurité) favorisent les autres communautés en cas de conflit »⁴⁶. Si cet écueil n'est pas évité, dans le Sahel comme dans l'Est, les zones dans lesquelles les Peul sont nombreux pourraient être, à terme, des foyers d'insurrection que les djihadistes sauront exploiter.

⁴⁶ « Nord du Burkina : ce que cache le jihad », International crisis group, rapport Afrique n°254, octobre 2017.